



SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON

Conseil Syndical du 16 avril 2025

Membres du Conseil Syndical : 10

Membres en exercice : 10

Votants présents : 7

M. Jean GALAND, M. Jean-François BOUDIGUE, Mme Marie LARRUE, M. Jean-Yves ROSAZZA, M. Bruno LAFON, Mme Karine DESMOULIN, M. Cédric PAIN.

Un pouvoir est donné à M. Jean-François BOUDIGUE par M. Patrick DAVET.

Excusé(e)s :

Mme Corinne MARTINEZ, M. Patrick DAVET.

Assistaient à la réunion :

Mme Béatrice AURIENTIS, M. Éric COIGNAT, M. Alain BALLEREAU.

Président de séance :

M. Jean GALAND.

Secrétaire de séance :

M. Jean-François BOUDIGUE.

Assistaient également à la réunion :

M. Cyril CLEMENT (SMPBA), Mme Jocelyne SARRAUTE (SMPBA), M. Thierry DAVID (SMPBA).

Les convocations aux membres du Conseil Syndical ont été envoyées le 13 mars 2025.

Le quorum étant atteint, le Conseil Syndical peut valablement délibérer.

- **Délibération n° : 08-2025**

- **Objet : Autorisation au Président de signer la COT pour le Bâtiment SNA au port du Bétey à Andernos-les-Bains.**

Le Conseil Syndical du SMPBA réuni ce jour, 16 avril 2025, à Lanton approuve à l'unanimité la présente délibération.



SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON
Conseil Syndical du 16 avril 2025

Délibération n°: 08-2025

Objet : Convention portant Autorisation d'Occupation Temporaire du Domaine Public constitutive de droits réels.

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le Code des Transports,

Vu l'Arrêté Préfectoral du 11 juillet 2017 portant création du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon, ainsi que l'Arrêté Préfectoral du 31 mai 2024 portant modification des statuts du Syndicat Mixte,

Vu le Règlement Particulier de Police du SMPBA du 8 septembre 2022,

Vu le Règlement de Gestion du SMPBA en date du 10 septembre 2024,

Vu la délibération 14-2021 du 23 septembre 2021 autorisant notamment le Président du SMPBA à modifier l'affectation des propriétés de la collectivité utilisée par ses services publics,

Depuis janvier 2024, la commune d'Andernos-les-Bains dispose d'une Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT) sur le domaine public maritime portuaire du port du Bétey dans l'objectif d'y édifier un nouveau bâtiment au profit, notamment de son club de voile « Sport Nautique Andernos ».

Au regard des investissements consentis de près de 1,4M€ TTC pour la déconstruction de l'ancienne capitainerie et l'édification d'un nouvel ouvrage sur environ 215m² de surface, rien ne s'oppose à la délivrance d'une Convention d'Occupation Temporaire (COT) du domaine public portuaire, constitutive de droits réels de 50 ans à compter du 1^{er} mai 2025. Cette dernière sera accordée à la commune en lieu et place de l'AOT initiale. En outre, des surfaces seront dédiées aux services du SMPBA au sein du bâtiment : la capitainerie du port et un bureau à l'étage.

Cette délibération consiste à donner délégation de signature au Président pour signer cette Convention d'Occupation Temporaire (COT) constitutive de droits réels.

Décision :

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 16 avril 2025 décide :

- D'autoriser le Président à signer la convention annexée à la présente délibération, permettant à la commune d'Andernos-les-Bains de bénéficier, pour une durée de cinquante (50) ans, d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public, située sur le domaine public situé au port du Bétey à Andernos-les-Bains ;
- D'autoriser le Président à signer la convention à venir relative à la mise à disposition des locaux de la capitainerie et d'un bureau pour le SMPBA, au sein de ce bâtiment.

Fait et délibéré à Lanton, le 16 avril 2025.

Le Secrétaire de Séance



Jean-François BOUDIGUE

Le Président du Syndicat Mixte
des Ports du Bassin d'Arcachon



Jean GALAND

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et sa publication.